

Le Québec, comme les autres provinces du Canada, a tout à craindre du protectionnisme américain. Je crois que c'est une donnée acquise. Mais ce n'est pas la raison première de notre décision d'entamer les négociations. En fait, l'immunité contre le protectionnisme américain, qu'un accord de libre-change nous donnerait, est simplement à ajouter à la liste des avantages. Mais ce ne peut en être la force motrice.

Les négociations commerciales avec les Etats-Unis font partie d'une stratégie commerciale globale du Canada, conforme à notre projet de développement national. Il ne s'agit pas d'obtenir des avantages nationaux ou régionaux seulement de la libéralisation des échanges avec les Etats-Unis, mais également avec le reste du monde. Nous ne sommes pas embarqués dans une série de négociations continentales, mais dans un marchandage planétaire, qui a pour noms GATT et négociations commerciales multilatérales, et dont les négociations canado-américaines font partie.

Car il faut bien comprendre que le Canada ne cherche pas une entente avec les Etats-Unis qui se fasse sur le dos du système multilatéral. Nous avons axé notre compétitivité sur notre respect des obligations commerciales internationales. Nous nous sommes engagés à contribuer à toute solution multilatérale du problème de l'endettement dans le Tiers-Monde. Nous avons toujours garde à l'esprit la nécessité d'un juste équilibre entre l'aide internationale et les intérêts des producteurs canadiens. Tout notre travail d'appui en faveur de notre commerce extérieur est lié à l'ouverture de nouveaux marchés pour les exportations canadiennes, tout en attirant chez nous les investisseurs étrangers et leur technologie. En tant que nation commerçante, nous ne cessons de travailler à la sauvegarde et à l'expansion du système commercial. Nous luttons contre les forces du protectionnisme, et nous cherchons à éliminer les barrières tarifaires et non-tarifaires qui affligent encore le commerce international.

Tout cela n'est pas facile et ne le sera pas davantage dans les mois qui viennent. Nous entrons dans une phase décisive. Je suis conscient que ce sont des questions qui dépassent largement l'aspect purement commercial. Elles touchent aux émotions les plus profondes des Canadiens, par leurs ramifications politiques, sociales et culturelles. C'est pourquoi nous avons entamé un grand débat sur la politique étrangère canadienne. Le mandat de ce gouvernement est de redonner aux Canadiens le sens d'une destinée nationale et la conviction d'une orientation pour le Canada dans le monde. Une telle démarche impose des choix. Le Canada ne peut plus vivre à l'heure du status quo.